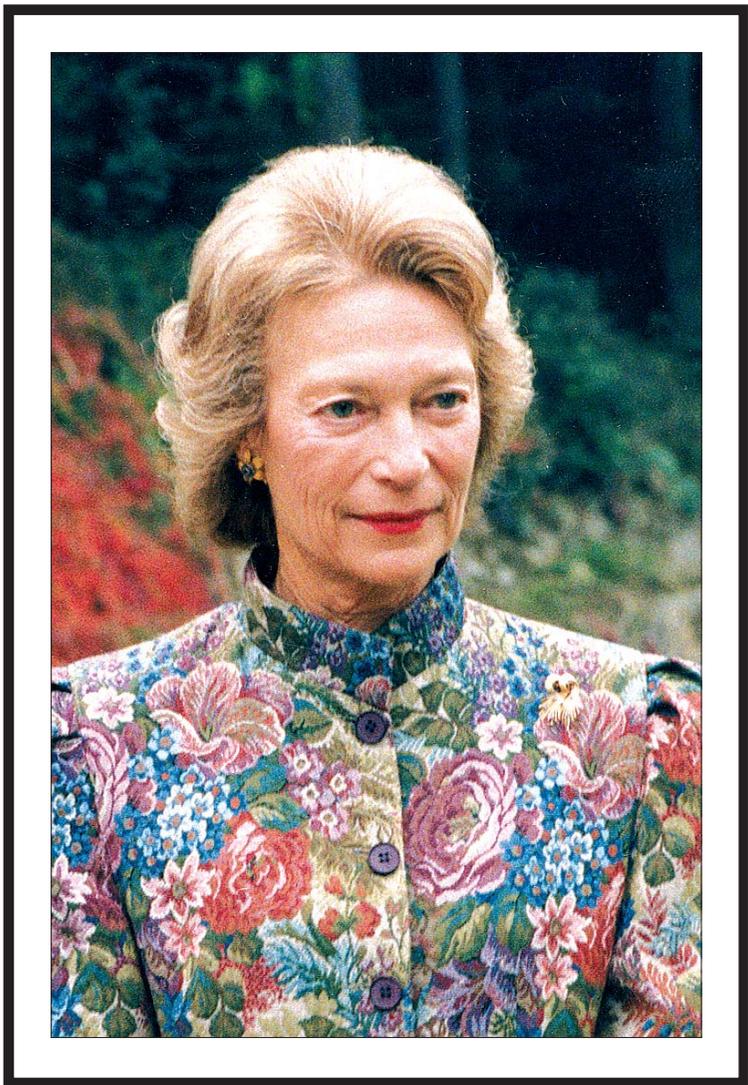




# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

## Décès de S.A.R. la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte



Son Altesse Royale la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte  
(Photo: SIP)

### Message vum Chamberpresident Lucien Weiler

Lëtzebuerg trauert ëm d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte. D'Nouvelle vun Hirem Doud huet eis alleguer déif beréiert.

Mir trauern net nëmmen ëm eis veréiert Grande-Duchesse, mä mir trauern och ëm ee Mënsch, dee mir héich respektéiert hunn an dee mir gären haten.

Eist Land huet haut déi Fra verluer, déi während Jorzéngten un der Sait vum Grand-Duc Jean d'Aufgaben, déi Hir ugedroe waren, grad esou diskret wéi gewësenhaft erfëllt huet. Doriwwer eraus ass eng Fra vun eis gaangen, där Hiren Asaz fir déi sozial an humanitär Cause eis gewisen huet, wéi wichteg déi Uleies fir Si waren a fir eis sollte sinn.

D'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte war eng grouss Dame, déi eis heiheim viles ginn huet an déi eis no bausse würdeg representéiert huet. Si huet Sech ëm eist Land a seng Leit verdéngt gemaach.

A Gedanke si mir op dësem schwéieren Dag natierlech ganz besonnesch beim Grand-Duc Jean. Hien trauert ëm Seng Fra, déi Him méi wéi fofzeg Joer laang trei zur Sait stung, déi Hien ënnerstëtzt huet an op déi Hie sech ëmmer verlosse konnt.

Et ass mer wichteg Him – grad wéi Senger ganzer Famill – ze versécheren, datt mir d'Grande-Duchesse a beschter an an dankbarer Erënnerung wäerte behalen.

Mir kënnen dem Grand-Duc Jean, dem Grand-Duc Henri an der

ganzer groussherzoglecher Famill Hir Trauer net ewech huelen. Mir versécheren Hinnen awer, datt mir Hir Trauer deelen.

Den Doud vun der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte ass ee grouss Verloscht fir eis alleguer. Lëtzebuerg wäert d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte ni vergiessen.

\*\*\*

### Télégramme de condoléance adressé par le Président de la Chambre des Députés à S.A.R. le Grand-Duc Jean

Son Altesse Royale  
le Grand-Duc Jean  
Château de Fischbach  
Fischbach

À l'occasion du décès de Votre auguste et bien-aimée épouse, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, je vous exprime mes plus sincères et profondes condoléances et je vous assure au nom de la Chambre des Députés des vifs regrets qu'éprouve le peuple luxembourgeois de voir disparaître celle qui, pendant de longues années, a partagé avec vous vos lourdes tâches.

Lucien Weiler  
Président de la  
Chambre des Députés

\*\*\*

### Télégramme de condoléance adressé par le Président de la Chambre des Députés à LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse

Leurs Altesses Royales  
le Grand-Duc et la  
Grande-Duchesse  
Palais de Luxembourg  
Luxembourg

Au nom des membres de la Chambre des Députés et en mon nom personnel, j'exprime à Vos Altesses Royales, ainsi qu'à Vos enfants et à Vos frères et soeurs, mes très sincères condoléances et ma sympathie émue à l'occasion du décès de Votre auguste et bien-aimée mère, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte.

Le Peuple luxembourgeois gardera de la vénérée défunte un souvenir inaltérable.

Lucien Weiler  
Président de la  
Chambre des Députés

## Trois minutes de silence



(Photo: Christophe Karaba / La Voix du Luxembourg)

Comme suite à un appel du Président du Conseil de l'UE en exercice, le Premier Ministre luxembourgeois M. Jean-Claude Juncker, les citoyens européens ont observé le 5 janvier 2005 à midi trois minutes de silence en mémoire des victimes des tsunamis en Asie. Quelque 500 personnes - parmi elles le Couple grand-ducal - s'étaient rassemblées à la Place Clairefontaine pour exprimer leur deuil et marquer leur solidarité. La Chambre des Députés était représentée par son Président, M. Lucien Weiler et par un bon nombre de député(e)s.

## Assemblée parlementaire de l'UEO

### Plus nécessaire que jamais

«Un forum parlementaire pour la politique européenne de sécurité et de défense est plus que jamais nécessaire, puisqu'il faut une plateforme à travers laquelle les représentants de nos parlements puissent s'exprimer, s'informer et dialoguer avec les décideurs au niveau européen. Or, ils n'ont pas cette possibilité au sein de l'Union européenne.» Tels sont les propos formulés par le Président de l'Assemblée de l'UEO, M. Marcel Glesener, qui occupe cette fonction depuis juillet 2004, lors de son discours d'ouverture de la 2<sup>e</sup> partie de la 50<sup>e</sup> session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe Occidentale qui s'est récemment tenue à Paris.

Le premier jour de la session était surtout marqué par le discours de M. Luc Frieden, Ministre luxembourgeois de la Justice, du Trésor et du Budget, représentant la pré-

sidence entrante de l'UEO/UE, qui a défendu qu'«il faut éviter d'éliminer dans la précipitation quelque chose qui fonctionne bien. Lorsque le Traité constitutionnel sera en vigueur, on pourra réfléchir à nouveau au devenir du Traité de Bruxelles modifié. Mais aujourd'hui, c'est prématuré. (...) Dès lors que certaines clauses du Traité de Bruxelles modifié ne figurent pas dans le Traité constitutionnel, il est logique de garder les dispositions liées à ce Traité dans l'enceinte interparlementaire que constitue cette assemblée.»

Le Luxembourg était représenté par le Président de la délégation luxembourgeoise, M. le Député Marcel Glesener, et M. le Député Charles Goerens, Membres effectifs ainsi que les Députés Mme Anne Brasseur et M. Norbert Hauptert, Membres suppléants.



(de gauche à droite) M. Marcel Glesener, M. Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Hauptert

# NOUVELLES LOIS

Les textes votés n'auront force de loi qu'après avoir été promulgués et publiés au Mémorial.

## 5321 - Projet de loi

### autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de réhabilitation gérontologique et de soins pour personnes âgées en fin de vie à Clervaux

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de la construction d'une maison de soins à Clervaux.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs de la politique gouvernementale en faveur des personnes âgées qui prévoit le développement intensif tant des mesures destinées à garantir aux personnes âgées le maintien à domicile aussi longtemps que possible, que de celles favorisant la rénovation, la modernisation et l'extension des diverses structures d'accueil pour personnes âgées, comme les centres intégrés pour personnes âgées ou encore les maisons de soins. Le projet sous rubrique prévoit, en effet, la construction d'une maison de soins s'adressant à plusieurs catégories de seniors et offrant ainsi aux personnes âgées des services divers.

La maison de soins telle que projetée comprendra cinq unités, à savoir:

- une unité d'accueil de jour et de nuit de réhabilitation gérontologique;
- une unité ambulatoire de réhabilitation gérontologique;
- une unité de lits de vacances dont les usagers peuvent bénéficier également des mesures de réhabilitation;
- une unité d'accueil en urgence destinée à accueillir des personnes en situation de détresse;
- une unité de soins palliatifs.

Elle sera axée principalement sur la réhabilitation gérontologique.

À côté de la réhabilitation gérontologique, la maison de soins de Clervaux aura également vocation à se substituer temporairement aux aides informelles assurant en principe la prise en charge de l'usager au domicile familial, par exemple par le biais de l'unité d'accueil en urgence.

La maison de soins est orientée en dernier lieu autour des soins palliatifs avec la mise en place d'une unité de soins palliatifs destinée à l'accueil de seniors en fin de vie.

Le coût total de la construction de la maison de soins, premier équipement compris, est estimé à 12.317.373,69 euros, TVA et honoraires compris. Ce montant correspond à la valeur 588,92 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1<sup>er</sup> avril 2004. L'État participe aux travaux de construction de la maison de soins sous examen à hauteur de 80%, en ce qui concerne les 15 lits de vacances et les 5 lits d'urgence, respectivement à hauteur de 100%, en ce qui concerne les lits et chaises des autres unités y compris de l'unité ambulatoire.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 31.03.2004  
Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

21.09.2004 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État  
Désignation du rapporteur

05.10.2004 Adoption du projet de rapport

14.12.2004 Adoption du projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 28.10.2004

Nouveau vote en séance publique: 15.12.2004

## 5322 - Projet de loi

### modifiant

#### 1. le Code des assurances sociales

#### 2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Le projet de loi a pour objet de traduire certaines mesures retenues par le Comité de coordination tripartite visant à redresser durablement la tendance budgétaire déficitaire de l'Union des caisses de maladie.

Pour ce faire, le projet de loi exige, au plus tard pour la dixième semaine d'incapacité de travail sur une période de référence de vingt semaines, un rapport médical circonstancié, établi par le médecin traitant, justifiant le maintien du droit à l'indemnité pécuniaire de maladie. Ce rapport doit être présenté par l'assuré endéans les délais prévus sous peine de retrait de l'indemnité pécuniaire de maladie. Ce document doit permettre d'orienter l'assuré vers le système de prise en charge approprié, respectivement vers la reprise du travail et d'écarter ainsi les demandes abusives.

Tout comme l'employeur a une obligation d'information, l'assuré est tenu de déclarer à la caisse de maladie ses incapacités de travail.

Le projet de loi limite par ailleurs la durée maximale d'indemnisation au titre de l'assurance maladie à 52 semaines au cours d'une période de référence de 104 semaines. Sont prises en compte toutes les périodes d'incapacité de travail - qu'elles soient dues à une maladie, un accident, une maladie professionnelle ou un accident de travail - survenues au cours de la période de référence.

Le projet de loi propose encore d'introduire une période de stage de six mois, de sorte qu'en cas de cessation de l'affiliation, le droit à l'indemnité pécuniaire est maintenu, à condition que l'assuré ait été affilié pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la désaffiliation.

Le projet de loi opère également une harmonisation du régime de l'assurance accident avec celui de l'assurance maladie.

Cette harmonisation concerne tant la durée totale des absences pour cause de maladie, respectivement d'accidents, que les modalités d'indemnisation et les conséquences sur la couverture sociale et le contrat de travail des assurés.

Ainsi le régime de l'indemnité pécuniaire de maladie est entièrement transposé à l'indemnisation pour l'assurance accident.

Alors que le texte actuel limite le bénéfice de l'indemnité pécuniaire en matière d'assurance accident aux 13 semaines consécutives à

l'accident, le nouveau projet étend cette période par analogie au régime de l'assurance maladie à une durée totale de 52 semaines.

Ainsi le projet instituera une situation plus avantageuse pour le salarié entre la 13<sup>e</sup> et la 52<sup>e</sup> semaine, consécutives à l'accident. Durant cette période il bénéficiera dorénavant d'une indemnité pécuniaire cotisable pour l'assurance pension, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent pour la rente accident.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 01.04.2004

Rapporteur: M. Niki Bettendorf

Nouvelle rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

03.05.2004 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.10.2004 Désignation d'un nouveau rapporteur

30.11.2004 Présentation et examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État

09.12.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2004

## 5327 - Projet de loi

### 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

### 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

### 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le présent projet de loi transpose la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61 du Conseil.

Le système d'échange de quotas d'émission fait partie de la stratégie de l'UE en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto. Ce système repose sur deux concepts:

- celui d'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre, autorisation dont devront disposer toutes les installations couvertes par le système;

- celui de quota d'émission de gaz à effet de serre, qui donne à son détenteur le droit d'émettre une quantité correspondante de gaz à effet de serre.

Les États membres octroient une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre, prévoyant l'obligation

de détenir des quotas équivalents aux émissions et exigeant une surveillance et une déclaration des émissions. Outre les autorisations, les États délivrent des quotas. Ceux-ci pourront être échangés entre les entreprises. Chaque année, les entreprises devront faire annuler le nombre de quotas correspondant à leurs émissions effectives. Des sanctions seront prises à leur encontre si elles ne disposent pas de quotas suffisants. Les quotas sont transférables, alors que l'autorisation elle-même est liée à un site spécifique. Un registre électronique permettra de comptabiliser et d'assurer le suivi des quotas.

Le système d'échange de quotas d'émission constitue un instrument politique pour la protection de l'environnement, tout en portant le moins possible atteinte à la compétitivité et à l'emploi. En outre, ce système aura pour effet de réduire les distorsions de la concurrence et les entraves potentielles au fonctionnement du marché intérieur.

Le Protocole de Kyoto: L'objectif principal du Protocole de Kyoto est la réduction des gaz à effet de serre. L'objectif global se présente sous la forme d'engagements différenciés selon les pays signataires. Les pays industrialisés sont tenus de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 5,2% sur la période 2008-2012 par rapport à l'année 1990. Les instruments de mise en œuvre du Protocole se basent d'un côté sur les mesures nationales et d'un autre côté sur les mécanismes dits flexibles, mettant plusieurs États en association. Les actions domestiques devraient fournir les moyens principaux pour atteindre les objectifs auxquels les pays industrialisés se sont engagés, le recours aux mécanismes du Protocole ne venant qu'en supplément.

Pour ce qui est des mesures nationales proprement dites, le Protocole mentionne par exemple la consolidation des puits et réservoirs de gaz à effet de serre, l'utilisation accrue de sources d'énergie renouvelables, le renoncement progressif des défauts du marché tendant à favoriser des secteurs émettant des gaz à effet de serre par des incitations fiscales et des subventions, la réduction des émissions provenant du transport,...

Les mécanismes flexibles sont constitués, outre l'échange de droits d'émission, par les projets de mise en œuvre conjointe (MOC) et par les projets de mécanisme de développement propre (MDP).

L'échange de droits d'émission permet à des pays n'ayant pas atteint leur objectif de réduction de racheter des permis d'émission à des pays qui ont fait mieux que leur engagement.

Les MOC sont entrepris dans des pays développés ou des pays à économie de transition et qui ont accepté un objectif d'émission dans le cadre du Protocole de Kyoto. Les réductions d'émissions résultant des projets MOC sont dénommées „unités de réduction“ des émissions et sont délivrées par le pays dans lequel le projet est mis en œuvre. Ces unités peuvent ensuite être converties en quotas d'émission de CO<sub>2</sub> à prendre en compte au titre de l'échange de droits d'émission.

Les MDP sont mis en œuvre dans des pays en développement et qui n'ont donc pas souscrit à des objectifs quantitatifs de réduction dans le cadre du Protocole de Kyoto. Les réductions d'émissions résultant de projets MDP sont dénommées „réductions d'émissions certifiées“.

La situation atypique du Luxembourg: L'UE et ses États membres se sont engagés à réduire leurs

émissions de 8%. La contribution du Luxembourg dans cet accord global est, avec une réduction de 28% de ses émissions la plus importante de tous les pays de la Communauté européenne. La situation atypique du Luxembourg est due principalement aux facteurs suivants:

- compte tenu de la situation centrale du Luxembourg et du réseau routier international traversant le pays, la consommation de carburants a une influence disproportionnée sur les émissions nationales;

- le Luxembourg dispose d'une économie disproportionnée par rapport à sa situation démographique;

- l'exiguïté du territoire national et le poids disproportionné d'une source émettrice nationale de type industriel sont un autre facteur influent.

De plus, la méthodologie IPCC (International Panel on Climate Change) qui sert à comptabiliser les émissions dans le cadre du Protocole de Kyoto présente des inconvénients pour le Luxembourg. Les émissions de gaz à effet de serre sont mesurées au niveau des sources d'émissions. La seule exception est constituée par le secteur des transports (y sont retenues les émissions résultant de l'ensemble des ventes de carburants au Luxembourg, malgré le fait qu'une grande partie des émissions liées à ses ventes n'a pas lieu à l'intérieur du pays). Par contre, les émissions liées à la production de l'électricité ne sont pas imputées aux consommateurs mais aux centrales de production (elles sont donc comptabilisées au bilan du pays producteur): étant donné que le Luxembourg importe la majeure partie de son électricité, la consommation d'électricité est relativement neutre pour le Luxembourg au niveau des émissions de CO<sub>2</sub>.

Ainsi, la méthodologie IPCC implique que:

- les émissions nationales sont gonflées par le secteur des transports et plus particulièrement par le facteur „exportation de carburants“;

- les efforts faits en matière de promotion d'énergies renouvelables restent quasiment sans effets sur les émissions nationales de CO<sub>2</sub>, étant donné que l'utilisation d'énergies renouvelables vise à se substituer à l'électricité importée;

- les installations de cogénération fonctionnant au gaz vont augmenter les émissions nationales de CO<sub>2</sub>.

Au Luxembourg, une douzaine d'entreprises sont concernées par la directive 2003/87/CE. Il y a lieu de noter que la majorité d'entre elles n'existait pas encore en 1990, année de référence pour le Protocole de Kyoto. En outre, la moitié d'entre elles comportent des installations de cogénération et une centrale électrique à cycle combiné gaz vapeur, qui sont réputées pour leur efficacité énergétique, mais ne présentent aucun potentiel de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Finalement, le potentiel de réduction des entreprises restantes est limité dans la mesure où une augmentation de l'efficacité énergétique de leur production n'est souvent possible qu'à l'occasion d'une remise à neuf de l'outil de production.

Dépôt par M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 20.04.2004  
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri):

22.11.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
09.12.2004	Examen du 2 <sup>e</sup> avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 15.12.2004	
Loi du 23 décembre 2004	
Mémorial A, N° 210, page 3792	

	Compte 2003	Budget définitif 2004	Projet de budget 2005	Variation	
				en euros	en %
<b>Budget courant</b>					
Recettes	6.504.666,7	6.242.721,9	6.828.678,0	585.956,1	9,4%
Dépenses	5.656.432,1	5.809.762,6	6.285.355,7	475.593,1	8,2%
Excédents	848.234,6	432.959,3	543.322,3	110.363,0	-
<b>Budget en capital</b>					
Recettes	58.877,7	149.846,6	73.788,7	-76.057,9	-50,8%
Dépenses	906.778,8	671.142,2	706.123,6	34.981,4	5,2%
Excédents	-847.901,1	-521.295,6	-632.334,9	-111.039,3	-
<b>Budget total</b>					
Recettes	6.563.544,4	6.392.568,5	6.902.466,7	509.898,2	8,0%
Dépenses	6.563.210,9	6.480.904,8	6.991.479,3	510.574,5	7,9%
Excédents	333,5	-88.336,3	-89.012,6	-676,3	-

**Notes:** Les montants sont indiqués en milliers d'euros. Les pourcentages représentent les taux de variation du projet de budget pour 2005 en comparaison avec le budget définitif pour 2004.

## 5345 - Projet de loi

**modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers**

Le présent projet deviendra la troisième loi modificative de la loi de financement initiale du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers.

Le projet a pour objet d'étendre le bénéfice de cette loi au Centre de convalescence Fondation Emile Mayrisch de Colpach. Cet établissement relève également de l'empire de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers et, à ce titre, le Centre de Colpach est inscrit au plan hospitalier arrêté par règlement grand-ducal du 18 avril 2001 avec 100 lits de convalescence.

Le projet autorise l'État à participer au financement de cet ouvrage dont le coût total est estimé à 23.428.304 euros (indice de la construction 503,26). De ce coût total, 18.742.643 (soit 80% du montant total) euros seront à charge de l'État.

L'on constate que l'évolution budgétaire en 2005 est avant tout marquée par une croissance importante des dépenses courantes. La plupart des crédits supplémentaires prévus au titre des dépenses courantes relèvent de transferts à la sécurité sociale.

Le projet de budget pour 2005 se solde par un déficit de 89 millions d'euros. Celui-ci sera couvert par un prélèvement sur la réserve bud-

gétaire. Toutefois, l'emprunt de 200 millions d'euros et qui sera affecté à raison de 100 millions respectivement au Fonds des routes et au Fonds du rail n'a pas, pour l'exercice 2005, été comptabilisé au titre des recettes de l'État. Ces montants sont portés sur le compte des recettes des deux Fonds par le truchement d'un article de la loi budgétaire. Ces emprunts nouveaux ont interrompu la logique de dimi-

nutrition de la dette globale de l'État à partir de 2004. Pour 2005, sa part dans le PIB est de 2,1 pour cent. Ce chiffre traduit une capacité d'endettement du Luxembourg qui n'est pratiquement pas entamée et reste intacte.

### Les recettes:

Le budget des recettes devra connaître l'évolution suivante en 2005:

	Compte provisoire 2003	Budget définitif 2004	Projet de budget 2005	Variation	
				en milliers	en %
Recettes courantes	6.504.666,7	6.242.722,0	6.828.678,0	585.956,0	9,39%
Recettes en capital	58.877,7	149.846,6	73.788,7	-76.057,9	-50,76%
Recettes totales	6.563.544,4	6.392.568,5	6.902.466,7	+509.898,2	+7,98%

**Notes:** Les chiffres sont exprimés en milliers d'euros.

Les recettes projetées pour l'exercice 2005 dépassent sensiblement celles notées pour l'année en cours.

### Les dépenses:

Comme il a déjà été souligné, en incluant dans les chiffres budgétaires pour l'exercice en cours les 140 millions de dépenses supplémentaires résultant du dynamisme propre des transferts à la sécurité sociale respectivement des allocations familiales, la croissance effective des dépenses courantes ne devrait être que de quelque 4 pour cent pour 2005, au lieu de 8,2.

Le dépassement structurel de la croissance économique par les dépenses budgétaires courantes, très souvent incompressibles, mène cependant à terme vers une logique déficitaire tout aussi structurelle.

### Quelques défis budgétaires particuliers en 2005:

- La présidence de l'Union européenne
- L'Université du Luxembourg
- Coopération, sécurité et défense
- Les transports publics

### Le budget social:

La notion du budget social recouvre une panoplie de transferts budgétaires représentant au total 44 pour cent des dépenses budgétaires totales. La progression du budget social est extrêmement difficile à prédire avec quelque degré de précision.

Le budget social proprement dit ne comprend logiquement que des crédits budgétaires identifiables individuellement et portant un libellé clair de transfert social. La Commission des Finances et du Budget est d'avis que plus de transparence serait de rigueur dans le domaine du budget social caché.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 20.10.2004	Ministre du Trésor et du Budget
Rapporteur: M. Laurent Mosar	Présentation du programme pluriannuel des dépenses en capital
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):	17.11.2004 Examen de l'avis de la Cour des Comptes
22.09.2004 Désignation d'un rapporteur	18.11.2004 Examen de l'avis du Conseil d'État et d'autres avis
25.10.2004 Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État (Administration des Contributions directes, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, Administration des Douanes et Accises)	26.11.2004 Adoption du projet de rapport
27.10.2004 Échange de vues:	Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):
- avec le Statec au sujet des dernières prévisions économiques,	11.11.2004 Examen des parties concernant l'Enseignement supérieur, la Recherche et la Culture
- avec la Banque Centrale au sujet des dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2005	Désignation d'un rapporteur pour avis
15.11.2004 Entrevue avec Monsieur le	23.11.2004 Discussion sur le budget au niveau des parties concernant l'Enseignement supérieur, la Recherche et la Culture
	Désignation d'un rapporteur pour avis
	30.11.2004 Présentation et adoption d'un

	Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
	08.11.2004 Examen des parties du budget concernant le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration
	Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):
	16.11.2004 Désignation d'un rapporteur pour avis
	Examen du volet des finances communales en présence du rapporteur du projet de loi sous rubrique
	Vote en séance publique: 09.12.2004
	Loi du 21 décembre 2004
	Mémorial A, N° 204, page 2983

	rapport pour avis
	Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Président: M. Marcel Oberweis):
	16.11.2004 Examen des parties concernant l'Agriculture, la Viticulture et le Développement rural
	Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):
	22.11.2004 Présentation et examen des parties concernant le département des travaux publics
	Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
	08.11.2004 Examen des parties du budget concernant le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration
	Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):
	16.11.2004 Désignation d'un rapporteur pour avis
	Examen du volet des finances communales en présence du rapporteur du projet de loi sous rubrique
	Vote en séance publique: 09.12.2004
	Loi du 21 décembre 2004
	Mémorial A, N° 204, page 2983

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 04.06.2004	Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch
Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):	28.10.2004 Désignation d'un rapporteur
25.11.2004 Présentation et examen du projet de loi	09.12.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 15.12.2004	
Loi du 21 décembre 2004	
Mémorial A, N° 214, page 3911	

## 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Le projet de budget pour 2005 se caractérise par les chiffres-clefs suivants:

# Chamber TV

an der Stad  
um Kanal S 29 (Coditel) oder  
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch  
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng  
um Kanal S 29

zu Diddeleng  
um Kanal S 32

an der Gemeng  
Nidderaanwen  
um Kanal S 29

## Ordre du jour

1. Communications
2. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

(Discussion générale - suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

■ **M. le Président** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dann huele mer Akt dovun, datt d'Regierung eis nâischt matzedee-len huet.

## 1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

1) Par lettre du 7 décembre 2004, Monsieur le Député Jean Huss a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet du projet de réglementation „Reach“ proposé par la Commission européenne.

2) Par lettre du 30 novembre 2004 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des positions et résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 25 au 28 octobre 2004:

- position sur les propositions de décisions du Conseil et de la Commission concernant la conclusion des protocoles aux accords de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à l'Union européenne;

- position sur les propositions de décisions du Conseil et de la Commission concernant la conclusion des protocoles aux accords de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République azerbaïdjanaise, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à l'Union européenne;

- position sur les propositions de décisions du Conseil et de la Commission concernant la conclusion des protocoles aux accords de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à l'Union européenne;

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à l'Union européenne;

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République kirghize, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à l'Union européenne;

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à l'Union européenne;

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à l'Union européenne;

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République

tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à l'Union européenne;

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à l'Union européenne;
- résolution sur la situation politique au Belarus après les élections législatives et le référendum du 17 octobre 2004;
- résolution sur les armes à sous-munitions;
- résolution sur l'Iran;
- résolution sur Guantanamo.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg fiert d'Chamber weider mat hiren Debatten iwwert de Budget fir d'Joer 2005. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Grethen, den Här Klein, den Här Gira, den Här Mehlen, déi Härn Thiel, Calmes, Negri, Jaerling, d'Madame Mutsch, den Här Henckes an den Här Bodry. Als éischte Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

## 2. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Discussion générale (suite)

■ **M. Marco Schank (CSV)** - Här President, Dir Dammen an Dir Härn, e wichtegt Kapitel, wéi Dir wësst, am Rapport vum Budget dëst Joer war d'Kapitel vun de Gemengefinanzen. Ech wollt e puer Wuert doriwweer verléieren, ënner anerem och dowéinst well mer virun engem Joer am Kader vum Débat „Kompetenze Stat-Gemengen“ schon emol iwwert dee Sujet geschwat hunn a jo eng vun de Konkursiounen och war, datt mer definitiv eng Reform vun de Gemengefinanze bräichten.

Mir hunn deemools iwwert d'Moyenen diskutéiert; Moyenen, déi d'Gemengen zur Verfügung hu fir hiren Aufgabe gerecht ze ginn. Dat si selbstverständlech engersäits Ressourcen humaines, mä virun allem awer déi finanziell Moyenen.

Dir wësst, datt d'Lëtzebuurger Gemengen all Joer ganz vill Suen ewechginn. 2004 hu se am ordinären 1,3 Milliarden Euro ewechginn, 800 Milliounen am extraordinären, also ronn zwou Milliarden Euro hunn d'Gemengen ewechginn, dat maachen dann 1/3 bis 1/4 vun den Dépenses insgesamt vum Stat. A mir sinn eis, mengen ech, och alleguerten eens fir ze soen, datt eng Reform vun de Gemengefinanze selbstverständlech als Objektiv muss hu fir gläichwärtteg Liewens-konditiounen iwwert dat ganz Land fir all Awunnerinnen an Awunner ze garantéieren.

De Syvicol huet beispillsweis deemools och an deem Kontext gesot, et wier illusoresch fir eng strikt Egalitéit vun de Servicer wëllen ze erreeche fir d'Awunner alleguerten, ech kommen nach dorop zrëck. Tatsaach ass, dass net all 118 Gemengen zu Lëtzebuerg gläich sinn, datt net all Gemengen zu Lëtzebuerg déiselwecht Dénsgschleeschungen an Infrastrukturen ubidde kënnen. Mir hunn ebe ganz kleng Gemenge vun 250 Awunner aufwärts; mir hu grouss Gemenge mat grouse Gewerbezonnen, wou dann och entsprechend vill Gewerbesteier erakéint, mä net all Gemeng huet déiselwecht Taille, déiselwecht geographesch Situatioun an och nach laang net datselwecht Akommes.

Et ass definitiv esou, datt d'Grenze vun de Missions obligatoires an de Missions facultatives an de Gemenge méi wéi fléissend sinn, dat hu mer och festgestallt gehat. Deem begéine mer an de Gemengen als Responsabel all Dag, zum Beispill d'Structures d'accueil, den Enseignement musical oder och d'Crêchen, dat si längst Missiounen, déi ee kaum nach als fakultatív ka bezeechnen. Genau dowéinst ass meng Fraktioun der Meenung, datt zu enger Reform vun de Gemengefinanzen ebe munches gehéiert, virun allem awer d'Definiéiere vun de Missions de base vun eise Gemengen, also Mindeststandarden, Mindestaktivitéite vu Confort an Dénsgschleeschungen, déi een definiéiere muss, déi all Biergerin an all Bierger an all Gemeng ka revendiquéieren.

An dës Missions de base géifen an engem Code communal niddergeschriwwen ginn, dat war deemools eng vun deene 14 Konkursiounen vum deemolegen Innenminister. Dat heescht, dee Code communal, deen dann och deen heitegen Innenminister am Fong scho gesot huet, datt hien e wéilt maachen, datt am Fong schon dru geschafft gétt, do géifen dann déi Missions de base definitiv verankert ginn.

Eng weider Konkursioun vun deem Débat vun de Kompetenze war - do war d'Kommissioun sech eens -, datt et keng Alternativ gétt zu Kooperatiounen an och deelweis zu Fusione vu Gemengen. Et gétt also keng Alternativ zur Virgehensweis vun der Landesplanung mat de Plans régionaux, mat deem proposéierten Découpage wéi en ebe virgesinn ass, fir datt och duerno Syndicats régionaux an deene sechs Planungsregionen entstinn; an dann natierlech och doru gekoppelt déi entsprechend Finanzéierung.

Am Numm vu menger Fraktioun wéll ech och ganz daitlech soen, datt eng Reform vun de Gemengefinanzen ouni eng Reorganisatioun vun de Gemenge kaum denkbar ass, well Gemengefinanzen definitiv eben eppes mat der Gréisst, wéi ech viru gesot hunn, vun de Gemengen ze dinn hunn. Am Koalitionssofkomme steet, datt d'Regierung déi néideg Démarchen entaméiert fir d'Land mat engem Service public, wou mer jo och vill dirwweir geschwat hu virun engem Joer, an territoriale Structure wéllt équipéieren, déi an d'21. Jorhonnert passen, deemno eng territorial Reform preparéieren, déi dem Programme directeur an dem IVL entsprechen.

Mir wäerte ganz sécher mar am Kader vun där Resolutioun oder deenen zwou Resolutiounen op deen Thema zrëckkommen; eng Resolutioun vun de Majoritéitsfraktioun fir eng Spezialkommissioun ze chargéiere fir eben iwwer ënner anerem d'administrativ Struktur vun eisem Land ze debattéieren. Fir mech ass dat déi logesch Konsequenz aus deem wat mer als Konkursioun d'lescht Joer am Débat „Kompetenze Stat-Gemengen“ gezunn hunn.

ler ech elo vun eenzelne kommunale Finanzinstrumenter kuerz schwätze wéll, wollt ech genau dee Lien do maachen, nämlech den Zesammenhang Gemengefinanzen an territorial Strukturen, also d'Gréisst vun de Gemengen an d'Kooperatioun tëschen de Gemengen am Sënn vun enger effikasser Raumuerdnung a selbstverständlech och enger effikasser Regionalentwicklung.

D'Intérieurskommissioun huet scho virun engem Joer gefuerdert, datt ee méiglechst séier soll dat Gesetz vun 21. Mee '99 ëmsetzen, mat deene véier Instrumenter, ech erënneren dorunner, selbstverständlech de Programme directeur, da virun allem déi sechs Plans directeurs régionaux, d'sektorieel Pläng, wou den Innenminister jo eng Partie och ugekënnegt huet, an d'POSen. Fir eis ass dat deen eenzege Wee zu enger integrierter Landesplanungspolitik, déi dat Wuert och verdéngt, fir d'21. Jorhonnert.

Ech selwer hat och am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun déposéiert, fir ze soen, datt d'Regierung soll hëllef d'Viraussetzungen ze schafen, fir datt déi Syndicats régionaux kënnen geschaff ginn ier d'Pläng faerdeg ginn - am Gesetz steet dat jo e bëssen anescht -, fir datt een d'Ausschaffe vun deene Pläng méiglechst séier ka maachen, dat heescht d'Démarche aus dem Süde géif gewës-sermoosse generaliséiert ginn, wou et de Pro-Sud jo gétt, fir datt de Plang no an no entsteeft, well esou laang wéi mer et net mat engem Groupe mixte ze dinn hunn, ass et eben esou, dass d'Gemenge méi individuell argumentéieren an dat bremst éischer de Prozess wéi datt et e beschleunegt.

Här President, et ass immens wichtig, datt dee Prozess vun der Ausarbeitung vun deene Pläng séier virugeet, mat enger éischters personaliséierter Démarche fir all Region, mat enger Politik vu staatlecher Ënnerstützung, datt ass enorm wichtig, soss ass et schwéier d'Gemengen dozou ze bewegen. An dréitens d'Gemengen awer och ze encouragéieren Entwécklungspläng zesummen opstellen en fonction vun hiren Eegearten, en fonction vun de Prioritéite fir déi jeeweileg Region, well net all Region d'selwecht ass; mir hu méi ländlech Regionnen a mir hu méi urban Regionnen.

De Minister fir Landesplanung huet also gesot, datt hien eng Partie Plans sectoriels ausschaffe wéllt, donieft parallel zum Regionalplang Süden de Regionalplang Westen, en éischte Plang am ländleche Raum am Réidener Kanton, den Naturpark Öwersauer, d'Gemenge Wolz a Géisdref. An ech muss soen, ech hunn och Versteesdemech, datt de Ministère net déi personell Ressourcen huet, déi menschlech Ressourcen huet fir se alleguerten beiéenen ze maachen, an trotzdem wier et awer wichtig, datt all déi Pläng méiglechst séier géife realiséiert ginn.

Ech sinn och där Meenung, datt grad am Laf vun der Realiséierung vun esou engem Regionalplang déi beschte Geleeënheet ass an déi gréisste Chance ass, fir innerhalb vun enger Region d'Kooperatioun an och d'Fusione virunzuedreien, an déi Chance soll een dann nutzen, fir ebe genau dat doten, d'Kooperatiounen an d'Fusionen an eenzelne Gemengen unzekerbelen an och schmackhaft ze maachen. D'Fusioun ass dobäi keen Zil, huet de fréieren Innenminister eng Kéier gesot, mä d'Fusioun wier ënner Emstänn d'Resultat vun enger Démarche, fir ee moderne Secteur communal ze schaffen an eben dat grad am Kader vun deene Missiounen, wat ech viru gesot hunn, wou ëmmer rëm neier op d'Gemengen duerkommen.

































































































**Mme Viviane Loschetter** (DÉI GRÉNG). - Ech wollt just op dee Problem agoen.

**M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*. - Gutt, mä ech ginn nämlech dovunner aus, dass hei ganz vill Résidenten och schaffen, déi als Immigrés erakomm sinn an déi keng Qualifikatioun haten. Ech kann et just net beweisen, well mir déi Zifferen net hunn, mä et wär och gutt ze wesse wéi de Proporz ass bei de Résidenten zwësche Lëtzebuerger, déi fir e Mindestloun schaffen, an Netlëtzebuerger, déi fir ee Mindestloun schaffen, respektiv och beim Alter, ob et nëmme Jonker sinn oder ob et och, wat ech awer ganz staark unuelen, Leit sinn, déi net nëmme Jonker sinn. Bon, also do misste mer nach e bësselche méi nofuerchen.

Et sinn, wa mer iwwert de Mindestloun schwätzen, zwou grouss Diskussiounen, déi kommen, wa mer d'Attacke kucke géint de Mindestloun. Dat eng sinn Attacke géint de Prinzip vum Mindestloun selwer, an dat anert sinn Attacke géint den Niveau vum Mindestloun, an ech wëll déi zwee ausernee huelen.

De Prinzip ass, stellen ech fest, an dat ass nach all Kéiers esou de Fall gewiescht, dass gesot ginn ass: Mir brauche kee Mindestloun, dat soll dann d'Sozialpolitik maachen, an net - ech mengen den Här Kaes huet dat ganz daitlech gesot, wat eis Meenung hei nach ëmmer war an och Gott sei Dank bleift -, dass de Mindestloun e Wäert huet u sech, an dass een och do net alles

nëmme muss mat der Produktivitéit kucken, vu dass de Mindestloun och eng Relatioun huet zu der Dignitéit vum Mënsch.

Ech si ganz frou, dass de Statsrot geschriwwen huet, «il approuve la décision du Gouvernement de reconnaître par une rémunération minimale la valeur du travail fourni et en même temps la dignité du travail». Ech mengen, dat ass ee ganz wichtige Prinzip zu deem mir hei zu Lëtzebuerg stinn, an ech sinn och frou, dass deen hei behale gëtt.

Iwwregens, wa mer d'Theorië kucken, d'ekonomesch Theorien am Ausland, ass mëttlerweil de Prinzip vum Mindestloun net méi ëmstriden. Kuckt wat de Rapport Fontagné schreift, kuckt wat den Här Cahuc zesumme mam Här Zylberg schreift am Buch «Le chômage, fatalité ou nécessité?». Den Här Cahuc huet jo viru kuerzem bei der Privatbeamtenkummer hei geschwat. De Prinzip ass net a Fro gestallt, souguer d'OCDE stellt de Prinzip vum Mindestloun net a Fro.

Wat diskutéiert gëtt, dat ass den Niveau vum Mindestloun. Also sinn ech emol frou, dass déi Leit, déi fir de Prinzip vum Mindestloun stinn, Réckendeckung kréien. Leider hu mer dat um europäeschen Niveau nach net fäerdeg bruecht. Mir hunn nach net fäerdeg bruecht, de Prinzip vun engem Mindestloun an de Sockel vu soziale Mindestrechter an Europa anzuschreiwen. Dat ass eis net gelongen, dat wollt d'Lëtzebuerger Regierung ëmmer, wa se dofir gekämpft huet, dat ass awer nach in weiter Ferne. A wann ech

soen, de Prinzip, da soen ech net den Niveau, dat wëllt net soen, dass jidderee muss den Niveau vum Lëtzebuerger Mindestloun bei sech ausbeuelen. Mä dat muss awer soen, dass et iwwerall e Mindestloun gëtt.

De Problem, dee sech stellt, ass natierlech dee vum Niveau, a wann ech do zwou Statistiken huelen, ass et evident, dass Lëtzebuerg en valeur absolue den héchste Mindestloun an Europa huet. Zu Lëtzebuerg, an dat ass deen zweeten Tableau, deen ech awer wëll huelen, läit de Mindestloun natierlech och relativ no am Tableau zum Risque de pauvreté relatif, dat heescht 60% vum Revenu minimum. Gutt, also et muss een déi zwou Saachen och ëmmer zesumme considérieren, wann een dorivwer diskutéiert.

An déi dräi Haaptpunkten, déi ech wëll e bësselche mat lech duerchgoen, dat ass d'Relatioun zwëschen Mindestloun a Kompetitivitéit, d'Relatioun zwëschen Mindestloun a Beschäftegung an d'Relatioun zwëschen Mindestloun an Aarmut.

Mindestloun a Kompetitivitéit um makroekonomesche Plang, do wëll ech drun erënneren, dass de Statec virun zwee Joer, wéi mer am Dezember 2002 hei d'Mindestloun-diskussioun haten, geschriwwen huet, dass makroekonomesch et esou ass, dass d'Evolutioun vun de Salairen eng Influenz op de Mindestloun huet, mä net l'inverse, also dat, dass gesot gëtt duerch d'Mindestlounerhéijung géifen d'Salaires elo explodéieren, huet

de Statec deemools widerluecht. En huet deemools gesot, 1% Mindestlounerhéijung bréngt eng Hausse vun de Salairen, vum Coût salarial moyen, vun 0,6%, dat ass keng grouss Evolutioun. Makroekonomesch solle mer eis also net do an déi Diskussioun beginn, well dat huet de Statec schonn d'leschte Kéier uerdentlech widerluecht.

Mikroekonomesch kann d'Situatioun sech endlech stellen, an dat bréngt mech zu der Diskussioun, Mindestloun an Emploi. Et ass effektiv richtig, dass an engem Betrieb, deen zéng Leit huet, déi allen zéng um Mindestloun schaffen, eng Mindestlounerhéijung an deem dote Betrieb selwer e relativ héije Käschtepunkt ausmécht. Dat ass e bësselchen déi Diskussioun, déi kënnt, déi natierlech och eppes domat ze dinn huet, a wat fir enge Secteuren de Mindestloun ausbezuelt gëtt, an dat sinn oft Secteuren, et ass schonn hei ugeklongen, wou eben d'Produktivitéit net ganz héich ass.

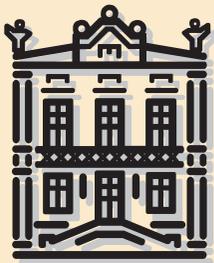
Ech wëll domadder deene Secteure kee Reproche maachen, mä et ass evident, dass et méi einfach ass iwwert de Mindestloun erauszegoe wann d'Produktivitéit méi héich ass, wéi wann d'Produktivitéit méi niddereg ass. Dat wäert och an Zukunft erklären, dass an deene Secteuren ebe méi op Mindestloun bezuelt gëtt, wäert och an Zukunft et erklären, dass an deene Secteure méi gejaut gëtt, wann de Mindestloun erhéicht gëtt, wéi net. Ech hunn awer festgestallt an deem Avis commun vun der Chambre de Commerce an der

Chambre des Métiers, dass hei eng grouss Solidaritéit tëschent dem Lëtzebuerger Patronat herrscht, fir géint d'Mindestloun-Augmentatioun ze schéissen.

Komme mer dann op d'Fro zrëck, déi de Rapport Fontagné opwërft, déi och den Här Cahuc opgeworf huet, dee seet, wann den Niveau vum Mindestloun ze héich ass, da spillt e géint den Emploi, wann en net ze héich ass, da spillt e fir den Emploi. Den Här Cahuc beweist a sengem Buch, dass an Amerika d'Aféierung vun engem Mindestloun zum Beispill méi Leit op d'Schaff bruecht huet. E seet awer a Frankräich wär de Mindestloun ze héich, doduerch wär den Emploi do a Gefor, an dat ass och wat den Här Fontagné e bësselchen zum Lëtzebuerger Niveau seet.

Et ass och richtig, dat muss een einfach esou gesinn, dass wat méi Leit um Mindestloun schaffen, wat natierlech - dat seet den Här Fontagné - d'Gefor méi grouss ass, dass de Mindestloun méi héich ass wéi d'Produktivitéit. Dat muss een esou unerkennen, ech erkennen dat och esou un, ech soen awer och, dass een net dowéinst muss direkt elo alles op d'Kopp geheien. An et kommen nach e puer Iwwerleunge just zu deem doten Element dobäi.

Et ass jo och esou, dass de Statec vun der viregter Regierung nach beoptraagt gouf, eng Etüd ze maachen iwwer Mindestloun an Emploi, dat iwwregens opgrond vun engem Avis vum Wirtschaftssozialrot vun 2001 iwwert d'Roll vum Stat an



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

**www.chd.lu**

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live







■ **M. Carlo Wagner (DP).** - Här Di Bartolomeo, ënnert de Sozialiste sinn d'Tauxen '98 an '99 an d'Luucht gaangen. Wéi ech fortgaange si ware se méi déif wéi wéi ech komm sinn.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Wësst Der, Här Minister, ech maachen net datselwecht op dëser Tribün, Här Exminister, wat Är Partei während fënnef Joer gemaach huet. Während fënnef Joer hutt Dir an der Regierung Är Virgänger fir all Problemer responsabel gemaach. Ech hunn hei just e Constat...

■ **M. Carlo Wagner (DP).** - Dir maacht dat virum de Genossen op de Kongresser!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech hunn hei just e Constat gemaach. Ech mengen och, Här Wagner, dass de Wieler déi Politik wou eng Partei, déi an der Regierung ass, eng aner Partei, déi net méi an der Regierung ass, fir eppes responsabel gemaach huet, wou se laang asuméiert huet, als déi falsch Approche ugesinn huet, soss wär Är Partei net esou vum Wieler sanktionéiert ginn, a mir hunn doraus geléiert. Dofir maache mir dat net, wat Dir während fënnef Joer gemaach hutt.

■ **M. Carlo Wagner (DP).** - Ech hat e ganz gutt Resultat.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Neen, Är Partei net esou gutt. Ech erkenne ganz gär un, dass Dir e gutt Resultat gemaach hutt, mä duerfir gëtt d'Resultat vun Är Partei net besser!

**(Coups de cloche de la Présidence)**

■ **M. le Président.** - Bläert elo net!

Här Minister, fuert Dir weider mat Ären Ausféierungen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir wësst jo, wann ech net provozéiert ginn, da sinn ech ganz fäin, mä wann ech provozéiert ginn, dann äntweren ech mat Freed an deemselwechten Toun.

Dat meescht ass zu dësem Projet gesot, duerfir wëll ech mech drop beschränke fir eng Rei vun zousätzlechen Informatiounen ze ginn. Et handelt sech bei dësem Ajustement ëm deen insgesamt 19. zënter der Loi unique vum 13. Mee 1964. Et ass deen 19. insgesamt, et ass deen drëtte wou net nëmmen d'Pensiounen vum Privatsektor ajustéiert ginn, mä sämtlech Pensiounen, déi vum private Sektor an och déi vum öffentleche Sektor.

Et ass kuerz erwähnt gi wat de Käschtpunkt vun dësem Projet wäert sinn. Fir de Régime général bedingt et 41 Milliounen Euro zousätzlech Ausgabe fir d'Sécurité sociale. Bei der Unfallversicherung bedeit et 1,9 Milliounen Euro zousätzlech Ausgabe fir d'Keesen an 1 Millioun zousätzlech Ausgaben d'Joer fir de Stat. Bei de Régimes statutaires bedingt et zousätzlech Ausgabe vu 7 Milliounen Euro pro Joer.

Et ass virum Här Bettendorf drop higewise ginn, deen op déi gutt Situatioun vun eise Keesen higewise huet, dass de Rentenajustement kee Problem fir de finanziellen Equiliber vun eise Keesen duerstellt. All Joer ginn déi Reserve weider opgefëllt. Am Joer 2003 war den Iwwerschoss bei 476 Milliounen Euro, am Joer 2004 wäert e bei 375 Milliounen Euro leien an am Joer 2005 wäert eis Reserv ëm ronn 540 Milliounen Euro steigen,

dat heescht d'Reserv wäert um Enn vun dësem Joer bei ronn 6 Milliarden Euro, also 240 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang leien a si wäert um Enn 2005 bei ronn 6,6 Milliarden Euro leien, oder iwwer 260 Milliarden aler Frang. Dat mécht d'Ausgabe vun de Keesen fir 3,2 Joer aus.

Dat ass eng gesond Situatioun, wann ee bedenkt dass an eisen Nopeschlänner - an dat ass elo mengen ech keng Schuedefreed -, jo, de Geste ass dee richtegen, vun der Hand an de Mond muss finanzéiert ginn, dat heescht keng Reserven do sinn. Dat soll ee feststellen an dann och zur Konklusioun iwwergoen, dass een déi Reserve gutt soll versueren. Dat ass ganz wichteg.

Zwou, dräi Informatiounen nach, wéi et elo weidergeet. Dir wësst, dass mer an de Pensiounsversicherungen a Périodes de couverture vu siwe Joer iwwerleeën. Deen nächsten Erfallsdatum läit bei 2006, sou dass mer 2005 wäerten d'Situatioun vun eise Keesen bilanzéieren, an dann 2006 och Konklusioun wäerten aus där Situatioun zéien an och bilanzéieren, wéi d'Moosnamen aus dem Rentendéisch sech op de finanziellen Equiliber an déi zukünfteg Entwécklung vun eise Keesen ausgewierkt hunn.

Ofschlëssend wëll ech nach drop hiweisen, dass mer mat deene Reserve probéieren esou gutt ewéi méiglech ëmzegoen. Dir wësst, dass mer an där vieregter Period decidéiert hunn, déi Fongen esou gutt ewéi méiglech ze placéieren. Do sinn elo déi reglementaresch Virbereedungen ofgeschloss. Mir hunn d'Virbereedung fir de Fonds de compensation fäerdeg gestallt, déi Comitéen, och déi zoustänneg Instanze fir d'Konstituatioun vun engem Organisme de placement collectif, déi si virum Ofschloss, an da wäerte mer en Deel vun deene Reserven ab Ufank vum nächste Joer placéieren, fir dass se sou vill wéi méiglech u Resultater bréngen an dass déi Reserve weider wäerte klammen.

Zu der Fro vum Här Paul-Henri Meyers, wéini dass dann déi ajustéiert Renten ausbezuelt ginn. Renten an Ajustement wäerten den 22. Dezember op de Konte leien. Ech hu mer dat nach eng Kéier bestätegt gelooss, well den Här Meyers gentil genuch war, fir mer ze soen, dass déi dote Fro géif kommen. Dat ass esou, d'Keesen hu mer bestätegt, dass se missten den 22., spéitstens den 23. op de Konte leien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll lech zum Ofschloss e ganz grouse Merci soe fir de Verlaf vun dësen Diskussiounen; wat och beweist, dass dat hei-

## Sommaire des séances publiques

Communications	page 115
5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005	pages 115-127
- Discussion générale (suite)	pages 128-134
Dépôt d'une proposition de loi	page 128
5410 - Proposition de révision de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution	
- Déclaration de recevabilité	page 128
Question urgente N° 205 de Mme Lydie Err relative au projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains	page 128
Résolution de M. François Bausch relative à l'institution d'une convention sur l'avenir du Luxembourg	
Résolution de M. Michel Wolter relative à l'institution d'une Commission spéciale chargée de mener un débat sur la structure administrative du pays	pages 134-137
Motion de M. Aly Jaerling relative au carnet électoral	pages 137-138
Ordre du jour	page 138
Communications	page 138
Composition des commissions parlementaires	page 138
Ordre du jour	pages 138-140
Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative aux problèmes rencontrés par les communes lors de l'application de la loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain	pages 140-142
5327 - Projet de loi 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés	pages 142-150 pages 150-154
Ordre du jour	page 150
5406 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004	pages 154-159
5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée	page 159
5399 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum	pages 159-165
5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003	pages 165-168

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

ten eng gutt Moosnam ass, déi deenen et erlaabt, déi bedeelegt waren um Opbau vun eise Wuelstand, och un der Weiterentwicklung vun eise Wuelstand ze participéieren.

An deem Sënn soen ech lech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir sinn domadder um Enn vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. Mir fueren haut de Mëtten um dräi Auer weider.

Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, Dir Dammen an Dir Hä-

ren, well ech haut de Mëtten net kann hei si weinst der Visite vum amerikanesche President vum Representantenhaus, dem Här Hastert, a well dat hei déi lescht Sitzung ass vun dësem Joer, fir lech alleguerte schéi Feierdeeg ze wënschen an e gudde Rutsch an d'neit Joer. Och der Regierung ganz besënnlech Feierdeeg. An da gesi mer eis d'nächst Joer gemeinsam hei erm. Ech wënschen lech alleguerten eng agréabel Mëtteppaus.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 12.34 heures)**



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

# Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung  
live an integral  
mat enger Rediffusioun

all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0126	M. Marco Schank	Renforcement des effectifs de la Police grand-ducale
0136	M. Jean-Pierre Koepp	Réfection d'un pont à Troisvierges
0145	M. Roland Schreiner	Impôt commercial
0146	M. Gast Gibéryen	Impôt commercial
0151 cf. 0170	M. Jean-Pierre Koepp	Collections du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean
0153	Mme Claudia Dall'Agnol	Reconnaissance du diplôme de maîtrise en philosophie à l'Université du Luxembourg
0159	M. Aly Jaerling	Pensions d'invalidité
0160	M. Michel Wolter	Subvention des installations photovoltaïques
0161	M. Marc Spautz	Contrôle des personnes à l'aéroport
0164	M. Laurent Mosar	Nuisances sonores
0165	M. Jean-Pierre Koepp	Consommation de papier
0166	M. Jean-Pierre Koepp	Activités du Service de déminage
0167	M. Jean-Pierre Koepp	Santé des forêts
0169	Mme Marie-Josée Frank	Optimisation de la prise en charge d'appareils par l'assurance dépendance
0170 cf. 0151	M. Jean-Pierre Koepp	Dépôt des collections du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean à Contern
0171	M. Aly Jaerling	Question des droits de l'homme abordée au cours de la visite en Chine
0173	M. Aly Jaerling	Facilitation du dialogue entre les professionnels de la santé et les malades par l'introduction d'un lectionnaire médical
0174 cf. 0175	M. Xavier Bettel	Renforcement des mesures de sécurité du tarmac de l'Aéroport de Luxembourg
0175 cf. 0174	M. Camille Gira	Fermeture du tarmac de l'aéroport causée par les effets d'une battue
0176	Mme Martine Stein-Mergen	Encadrement spécifique des enfants à problèmes comportementaux dans les foyers de jour
0177	M. Xavier Bettel	Organisation du «Rallye de Luxembourg 2004»
0180	M. Claude Meisch	Amélioration de la sécurité de la circulation automobile
0181	M. Claude Meisch	Nouvelle campagne de sensibilisation des automobilistes du Ministère en association avec «La Sécurité Routière»
0182	M. Jacques-Yves Henckes	Aide financière de l'État pour études supérieures
0184	Mme Lydie Err	Acquisition de la double nationalité

### Question 0126 (13.10.2004) de M. Marco Schank (CSV) concernant le renforcement des effectifs de la Police grand-ducale:

À noter dès l'ingrès que la problématique a déjà fait l'objet d'une question parlementaire de la part du soussigné en date du 22 juillet 2003 à laquelle le Ministre de l'Intérieur, qui avait à l'époque la Police dans ses attributions, a répondu en date du 3 septembre 2003<sup>1</sup>.

Selon mon état d'information, la Police grand-ducale de la circonscription régionale de Diekirch continue à manquer cruellement de personnel alors même que le taux de criminalité ne cesse d'augmenter dans la région (+ 25% entre 2000 et 2003).

Si l'effectif total de la circonscription régionale de Diekirch est passé au 1<sup>er</sup> octobre 2003 de 113 à 115 unités<sup>2</sup>, ce renforcement n'a bénéficié ni aux commissariats de proximité ni aux Centres d'intervention secondaires. Les commissariats de Troisvierges et de Wiltz continuent à fonctionner avec le même effectif que lors de la réorganisation en 2000, à savoir quatre personnes. Or, elles nécessiteraient le double aux yeux de certains responsables de la direction de la circonscription régionale de Diekirch. À noter dans ce contexte qu'au mois de mai 2004 sur les neuf commissariats de proximité

cinq fonctionnaient avec un effectif inférieur à l'effectif minimal, à savoir quatre personnes. Il échet encore de noter pour être complet que les centres d'intervention secondaires de Wiltz et de Troisvierges sont régulièrement fermés faute d'effectifs suffisants, de sorte qu'une seule patrouille est effectivement opérationnelle pour la région concernée.

Quand bien même, le Service de Recherche et d'Enquête Criminelle (SREC) de Diekirch se soit doté en octobre 2003 de deux personnes supplémentaires, ces personnes ont été affectées au Service de la Police technique qui dépend du SREC. N'ayant pas bénéficié directement d'un renforcement de personnel, le SREC continue dès lors à avoir du mal à maîtriser la criminalité régionale. Par ailleurs, il est évident que le Service de Police technique ne saurait fonctionner correctement avec uniquement deux personnes qui doivent assurer seules une permanence 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 heures.

Il semblerait que la Direction générale de la Police grand-ducale projette de renforcer à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2004 le personnel policier affecté à la circonscription de Diekirch de deux unités. Or, il appert au vu de ce qui précède que ce renforcement est insuffisant, et ce d'autant plus au vu de la création projetée d'un Service régional de la Police de la route.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

Par quels moyens le Gouvernement entend remédier à cette situation de pénurie qui hypothèque le fonctionnement des différents services de police dans la circonscription de Diekirch? Un renforcement substantiel qui dépasse celui prévu pour le mois d'octobre 2004 par la Direction générale de la Police grand-ducale est-il envisagé?

<sup>1</sup> Question parlementaire N°2292 (cf. compte rendu N°1/2003-2004).

<sup>2</sup> Création de la section Police technique à laquelle deux personnes ont été affectées.

### Réponse (17.12.2004) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Le Gouvernement attache une grande importance à la lutte contre la criminalité, tant au niveau préventif que répressif. C'est la raison pour laquelle il a substantiellement renforcé les moyens humains et matériels de la Police et de la Justice au cours des dernières années. Ces efforts continueront au cours de la présente législature.

Il y a lieu de noter que de nombreux services étatiques, y com-

pris ceux de la Police et de la Justice, malgré les renforcements effectués, réclament du personnel supplémentaire pour mieux pouvoir effectuer leurs missions (ex. enseignement, police judiciaire, prisons, administrations fiscales etc.).

Le Gouvernement essaie de tenir compte de ces demandes légitimes, tout en veillant à maintenir les dépenses courantes de l'État sous contrôle, comme souhaité à maintes reprises par la Chambre des Députés. Toutes les demandes de personnel ne peuvent donc pas être satisfaites en même temps.

Toutefois, comme en témoigne le budget de l'État pour 2005, les renforcements en personnel pour la Police ont bénéficié d'une priorité par le Gouvernement (50 nouveaux recrutements pour 2005).

En ce qui concerne plus particulièrement le renforcement des unités de la circonscription de Diekirch, un service régional de police de la route vient d'être mis sur pied à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2004; ce nouveau service déchargera les autres unités opérationnelles de la région de Diekirch. Un effort supplémentaire sera réalisé l'an prochain au niveau des effectifs des centres d'intervention secondaires de Wiltz et de Troisvierges.

### Question 0136 (20.10.2004) de M. Jean-Pierre Koepp (ADR) concernant la réfection d'un pont à Troisvierges:

Un der Bréck vun der N12 zu Eilwen, déi ënner anerem iwwert den Tracé vun der Eisebunn wéi och iwwer zwou Stroossen (Gare a Pafemillen) féiert an do derbäi och vu ganz ville Spadséiergänger benotzt gëtt, sinn am Summer 2004 nawell staark Schied un der Baustanz opgetrueden. Deemools si gréisser Bëttonsbléck erof op d'Strooss ënnert der Bréck gefall. Glécklecherweis ass et beim Materialschued bliwwen an et koug keng Persoun zu Schued.

Schonn eng gutt Zäit virun dësem Virfall wor d'Bréck op der Sait wou spéider d'Schied opgetruede si fir Foussgänger gespaart ginn. D'Bëttonsbléck, déi am Summer 2004 erofgefall sinn, si bis haut nëmme provisoersch op d'Sait geréckelt ginn. Zënterhier ass net un der Bréck geschafft ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi eng Aarbechte si geplangt fir déi betreffend Bréck erëm ze flécken a fir wéini sollen dës Aarbechten ulafen?
2. Wat sinn déi genee Ursache fir déi opgetruede Schied; dat bei enger Bréck déi net emol 30 Joer al ass?
3. Si beim Bau vun der Bréck eventuell Feeler begaange ginn an ass d'Fro un enger eventueller zivilrechtlicher Responsabilitéit analyséiert ginn?
4. Ass d'Stabilitéit vun der Bréck nach garantiéiert a stellen déi Beschiedegunge keng Gefor fir d'Benotzer duer?
5. Wei ass den allgemengen Zoustand vun den Auto- an Eisebunnsbrécken hei am Land a wéi oft gëtt den Zoustand vun de Brécke kontrolléiert?
6. Wa keng Kontrolle sollten duerchgeféiert ginn, wier et dann net ubruecht emol eng Bestandsopnahm vun alle Brécken hei am Land ze maachen?

### Réponse (17.12.2004) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierte Jean-Pierre Koepp kann ech Folgendes soen:

1. Geplangt ass de ganze Bëton ze sanéieren. D'Ofdichtung muss nei gemaach ginn. Erneiert ginn och d'Trottoiren, d'Strooss op der Bréck an d'Gelänner. D'Aarbechte gi viraussichtlech Enn 2005, Ufank 2006 ugefaangen.
2. Laut enger Etüd ass d'Ursach vun de Problemer wahrscheinlech, datt de Remblai op der Asselbuerer Sait nogersucht ass a géint d'Bréck dréckt. Doduerch hätt d'Bréck bei den Temperaturschwankungen net normal schaffe kënnen, dat heescht sech virun allem net richtig ausdehnen kënnen.
3. Beim Bau vun der Bréck kann ee sécherlech net vu grondleeënde Feeler ausgoen, Klenggekeete kann een natierlech ëmmer besser maachen, wann een nei Erkenntnisser huet. D'Fro vun enger zivilrechtlicher Responsabilitéit stellt sech dofir net.
4. D'Stabilitéit vun der Bréck ass garantiéiert an d'Sécherheet fir hir Benotzer ass deemno ginn.
5. D'Eisebunnsbrécken, dat heescht, déi Brécken, déi d'Eisebunn iwwert d'Strooss droen, sinn an der Kompetenz vun der CFL, sou datt Informatiounen iwwert déi Bauwierker beim Transportministère musen nogefrot ginn.

Wat déi Brécken ugeet, déi Statsstroossen droen, an déi Tunnelen, wou se derduerch ginn, sou gëtt et där am Moment ronn 1.000. Vun deene Bauwierker si 35% an engem Zoustand, wou se banne 15 Joer ersat oder sanéiert musen ginn. 35% vun de Bauwierker sinn an engem Zoustand, wou an deenen nächsten 30 Joer gréisser Aarbechten néideg sinn, déi awer net bis un d'Grondsubstanz vun Bauwierk ginn. 30% vun de Brécken an Tunnelen sinn an engem Zoustand wou e regelméisseg Entretien duergeet.

Fir d'Bauwierker ze iwwerwachen, huet d'Administration des Ponts et Chaussées sech folgend Regele ginn:

- a) D'Bauwierk soll all Joer duerch eng sou genannten „visite annuelle“ kontrolléiert ginn. Dat ass eng „inspection visuelle“ bei där gekuckt gëtt, wat sech am Verglach zu der Inspectioun vu virun engem Joer geännert huet.
- b) D'Bauwierk gëtt all dräi bis aacht Joer duerch eng „inspection visuelle détaillée“ iwwerpréift, bei där Feeler un alle sichtbaren Elementer vum Ouvrage, baussen a bannen, vun Inspekteren dokumentéiert a vun Ingenieure bewäert ginn. Den ofschléissenden Zoustandsbericht enthält och wat wéini a fir wéi vill Geld un engem Bauwierk ze maachen ass.
- c) Wa mam geschoulten A Saache festgestallt ginn, déi net normal sinn, gradsou wéi wann e Bauwierk soll sanéiert ginn, kënn et zu enger „inspection détaillée“. Da gëtt mat vill méi engem groussen Opwand a mat destruktiven an net destruktive Methoden de Gesamtzoustand vun der Bréck oder dem Tunnel ënnersicht. Den Émfank vun esou enger Moosnam hänkt vun der Aart vum Bauwierk of.
- d) Bei Bauwierker, déi besonnesch komplex sinn, kann och e permanente Monitoring mat elektronischen an informativ Mëttele gemaach ginn,











